Initiatives ministérielles

à convaincre le gouvernement d'adopter les motions n^{os} 12 à 15 de même que la motion n^o 42.

[Français]

Monsieur le Président, Radio-Canada a établi *CBC Newsworld* pour donner un point de vue uniquement canadien au contenu des nouvelles. Ce réseau nous aide à voir en détail les événements qui touchent tous les Canadiens et Canadiennes. Mais je suis déçue que le service ne soit disponible qu'en anglais. En tant que Québécoise, je trouve que nous devons avoir ce service en français. Il est clair que l'instauration d'un service français ajoutera une atmosphère plus tolérante.

[Traduction]

Enfin, monsieur le Président, on ne peut pas oublier que le Canada est un pays arctique. Notre service du Nord est important pour les Inuit, les Indiens, les Dénés, les métis et les non-autochtones. Ce service offre aux Canadiens du Nord des émissions en sept langues autochtones. Tous ces organismes essentiels doivent être préservés et protégés dans le projet de loi.

Les libéraux craignent que le gouvernement ne soit en train de rater une occasion de reconnaître et de protéger dans ce projet de loi les services de Radio-Canada. J'espère sincèrement que les députés d'en face vont examiner les motions proposées par la députée de Mount Royal et qu'ils vont les appuyer avant d'adopter ce projet de loi.

M. Guy H. Arseneault (Restigouche—Chaleur): Monsieur le Président, je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de parler de ce projet de loi qui peut faire un tort irréparable au réseau public de radiodiffusion de notre pays.

L'histoire du Canada décrit abondamment, avec preuves à l'appui, la force de caractère et la détermination de nos ancêtres. Sans cette volonté d'être des Canadiens et sans la participation directrice du gouvernement dans divers secteurs, le Canada n'aurait certes pas survécu et n'aurait pas affirmé aussi clairement son identité nationale sur la scène mondiale.

Ce pays est le fruit des efforts et de la détermination de nos ancêtres qui voulaient bâtir un pays d'est en ouest et l'unifier. Les gouvernements qui se sont succédé ont doté ce pays d'un réseau de chemins de fer, d'un service postal, d'un réseau de radio-télédiffusion, d'une compagnie aérienne, ainsi que de divers programmes pour promouvoir la croissance du Canada que nous connaissons aujourd'hui.

Quand on considère ce que les conservateurs ont fait des institutions que je viens de mentionner, on commence à comprendre pourquoi le Canada vit une crise d'identité et pourquoi tant de Canadiens sont devenus tellement cyniques à l'égard de leur gouvernement.

La privatisation de Petro-Canada, le pillage de Via Rail, la mise aux enchères d'Air Canada et, maintenant, l'effritement de notre réseau de radiodiffusion national, ce sont toutes des politiques conçues par un gouvernement qui semble décidé à démunir notre pays. Franchement, j'ignore quel autre traitement insensé le Canada peut encore endurer.

Heureusement, les Canadiens ont toujours été des chefs de file dans le domaine des communications, pas seulement des télécommunications, car ils ont donné deux penseurs de calibre mondial de la théorie des communications. Harold Innis et Marshall McLuhan ont imprimé leur marque à l'étude des communications. On ne souligne jamais assez que ces deux hommes ont apporté une importante contribution à l'affirmation de l'identité canadienne sur la scène internationale.

Il serait triste de voir réduits à rien les progrès que nous avons accomplis dans ce domaine. Je suis stupéfait de voir que le gouvernement conservateur a pris des mesures pour miner un des piliers de la nation au moment où le Canada s'interroge sérieusement sur sa raison d'être.

• (1250)

Comme vous le savez, monsieur le Président, la Loi de 1968 sur la radiodiffusion obligeait Radio-Canada à contribuer au développement de l'unité nationale. Malheureusement, toute mention de cette mission a disparu dans le projet de loi C-40.

De plus, la politique de radiodiffusion que le gouvernement a proposée stipule des mesures qui pourraient, comme la députée de Mount Royal l'a dit, provoquer la désintégration du système national de radiodiffusion. En effet, les défauts du projet de loi C-40, et notamment la création de deux comités permanents distincts pour la radiodiffusion de langue française et celle de langue anglaise, le refus de reconnaître expressément les divers services de Radio-Canada, la régionalisation du CRTC et la perte éventuelle de la compétence fédérale, vont gravement miner un système qui a contribué à unir notre pays d'un océan à l'autre.